

En Allemagne, les effets pervers d'une révolution énergétique

LE MONDE | 16.05.2013 à 12h21

Par Cécile Boutelet

En Allemagne, la révolution énergétique se poursuit à un rythme effréné et risque maintenant la surchauffe. Derrière le succès indéniable du développement des énergies renouvelables, une série d'effets pervers pèse sur la viabilité économique du système. Selon les calculs officiels, ces énergies "propres" ont représenté, en 2011, 20,3 % de la consommation d'électricité totale du pays, et 12,5 % de sa consommation d'énergie. Une croissance exceptionnelle : en 2000, ces valeurs s'élevaient respectivement à 6,8 % et 3,9 %. Selon les experts, les objectifs de Berlin (35 % et 18 % en 2020) devraient être largement atteints.

Mais le prix à payer est élevé. Le premier effet pervers de cette ardente révolution verte est l'explosion du prix du courant pour le consommateur. Victime de son succès, le dispositif de rachat de l'électricité produite par les installations photovoltaïques, garanti sur vingt ans, a encouragé un nombre croissant de foyers allemands à s'équiper de panneaux solaires. Entre 2010 et 2011, la production d'énergie d'origine photovoltaïque a donc quasiment doublé, passant de 11 000 à plus de 19 000 gigawatt (GW). Une capacité de 25 000 Megawatt peak (MWp) est installée en Allemagne, contre 10 500 MWp en 2009. Le surcoût du dispositif étant reporté sur la facture des consommateurs, le prix de l'électricité a grimpé à une vitesse inouïe. La baisse des prix de rachat ordonnée par Berlin n'y a rien changé : 16 milliards d'euros de subvention indirecte devraient être dépensés en 2013, contre 14 milliards en 2012, soit un surcoût de 185 euros par an pour un foyer moyen.

PARADOXE

Le paradoxe scandalise les associations de consommateurs. Alors que les prix de gros de l'électricité sont faibles, les foyers n'ont jamais autant déboursé pour leur consommation. Et ce, alors que l'Allemagne exporte son électricité à ses voisins à des tarifs très compétitifs. *"Pour faire baisser la facture, il faudrait répartir les coûts autrement et davantage impliquer les entreprises"*, juge Florian Haslauer, expert au cabinet de conseil A.T. Kearney. *"Mais il n'y a pas de consensus sur cette question au sein du gouvernement."*

Second effet pervers : l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre en Allemagne. En déclin continu depuis vingt ans, la production de CO₂ est de nouveau repartie à la hausse : 2 % en 2012, et ce taux devrait encore grimper cette année. En cause : la faiblesse actuelle des prix sur le marché européen du carbone et du charbon (l'usage du gaz de schiste a fait chuter la consommation aux Etats-Unis), ce qui encourage les producteurs à faire marcher à plein régime leurs vieilles centrales rentabilisées. C'est le cas du groupe RWE, dont les résultats ont été sauvés par le charbon l'an dernier. Le perdant est son rival Eon, qui a investi dans de coûteuses centrales à gaz "propres", aujourd'hui au bord de la fermeture. Sans hausse des prix des permis de polluer à l'échelle européenne, tout investissement dans des sources de production "propres" est remis aux calendes grecques.

ÉOLIENNES OFFSHORE

Il en va ainsi des installations éoliennes offshore (en haute mer), dont le développement est actuellement au point mort. *"Les risques et les coûts, trop élevés, découragent les investisseurs"*, explique Florian Haslauer. L'an dernier, le groupe Siemens, grand constructeur d'installations éoliennes offshore, a reconnu avoir sous-estimé les difficultés techniques du projet. Les retards s'accumulent, faisant chuter les bénéfices attendus. L'objectif de Berlin d'atteindre en 2020 une puissance de 10 000 Megawatt grâce aux parcs éoliens offshore en mer du Nord et en mer Baltique est aujourd'hui un vœu pieux.

Le dernier effet pervers est l'insuffisance actuelle du réseau. La décentralisation de la production d'électricité a conduit les installations à leurs limites. Elles doivent être renforcées. A cela s'ajoute le choix du gouvernement de privilégier l'éolien offshore. Supposé mieux accepté par la population, il implique de construire 3 800 km de lignes à haute tension reliant les mers du nord du pays au sud industrialisé. Ce chantier pharaonique coûtera à l'Allemagne 20 milliards d'euros, financés par le consommateur et l'Etat. Le dossier est une potentielle bombe à retardement : tout au long du parcours prévu de ces lignes haute tension, des mouvements de citoyens s'organisent pour refuser qu'elles passent au-dessus de leurs jardins.

Cécile Boutelet